



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 9 février 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**2021 - 21 LANCEMENT DE LA PROCEDURE DU CONTRAT DE CONCESSION POUR LA
RESTAURATION COLLECTIVE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 2 février 2021, s'est réuni le mardi 9 février 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Roger MISSENTI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Stéphanie MANDREA
Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD
Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Roger MISSENTI à Monsieur Pascal PELLEGRINO
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Stéphanie MANDREA à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Magali CONESA à Monsieur Philippe Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Madame Myriam LAZREUG

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 8 décembre 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

- | | |
|------------------|---|
| 2021 - 08 | VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT
ET D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN
DECLASSEMENT PREALABLE – MODIFICATION |
| 2021 - 11 | ACQUISITION DES LOCAUX OCCUPES PAR LE SERVICE PROXIMITE
DU PLAN DE GRASSE |

DU 9 FEVRIER 2021

LANCEMENT DE LA PROCEDURE DU CONTRAT DE CONCESSION POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de lancer la procédure de renouvellement du marché de la restauration scolaire en ayant pris soin d'analyser les avantages et les inconvénients d'une reprise en régie directe ou du lancement d'un nouveau marché. Il est proposé de recourir à une délégation de service public.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
VIE SCOLAIRE	/	/

Madame Murièle CHABERT expose :

Vu le code de la commande publique notamment sa troisième partie relative aux contrats de concession ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;

Vu l'avis favorable du Comité technique, réuni le 29 janvier 2021 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, réunie le 29 janvier 2021 ;

Vu le rapport présenté et annexé à la présente délibération présentant le principe de la concession et les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire ;

Considérant que le service de restauration collective de la Ville de GRASSE est géré dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public (Sodexo) d'une durée de 15 ans. Le terme du contrat était fixé au 31 décembre 2020 mais un avenant a prolongé le terme contractuel jusqu'au 31 décembre 2021.

Considérant que pour le CCAS, les repas des personnes âgées et la Petite Enfance et font l'objet de deux marchés différents :

- Pour les personnes âgées, un marché public de restauration conclu avec la société Elicor décomposé en 2 lots :
 - Lot 1 : service de restauration au Foyer Restaurant La Rotonde avec production des repas sur place assurée par le titulaire
 - Lot 2 : fourniture de repas en liaison froide pour le Portage des repas à domicile, l'Accueil de nuit et les repas de Noël organisés dans les hameaux de Grasse.
- Les repas de la Petite Enfance font l'objet d'un marché de livraison de repas en liaison froide dont le titulaire est Sodexo.

Considérant que la Ville envisage d'optimiser l'économie générale des différents contrats ou marchés de restauration collective tout en améliorant la qualité de service rendue aux différents usagers de la restauration collective ainsi que le contrôle des engagements contractuels.

Considérant aussi que la Ville souhaite rassembler ces trois services de restauration collective dans un seul et même contrat et préparer les conditions de passation d'un nouveau contrat qui entrera en vigueur le 1er janvier 2022.

Considérant qu'outre l'optimisation et la rationalisation des coûts du service, cette mutualisation a également pour objectifs l'amélioration de la qualité des repas (qualités des produits utilisés, qualité des fruits, lutte contre le gaspillage alimentaire...) et le développement des approvisionnements auprès des filières agricoles locales. Pour atteindre ces objectifs, il est envisagé de réaliser une extension de l'outil de production actuel afin d'y intégrer une chambre de mûrissement et une légumerie. Pour la légumerie, il est envisagé de créer un atelier protégé avec un Esat.

Considérant qu'après analyse des différents modes de gestion, le renouvellement d'une délégation de service public semble être le mieux adapté et le plus pertinent notamment au regard des points suivants :

- Les contraintes sur la reprise du personnel
- Les contraintes liées au financement des investissements futurs
- Les contraintes de plannings
- Les contraintes sur l'organisation interne (absence de compétence technique pour la gestion d'une cuisine centrale)
- Les contraintes économiques : perte des redevances fixes et variables.

Considérant qu'au regard de ces éléments, le choix de la délégation de service public paraît le plus adapté à la restauration collective pour la Ville de GRASSE et le CCAS.

Considérant que le Déléataire sera responsable de la gestion et du fonctionnement du service et l'exploitera à ses risques et périls. Ainsi, il aura pour principales missions d'assurer :

- la mise en conformité de la cuisine centrale et le cas échéant la création des espaces "légumerie", « chambre de mûrissement » au sein de la cuisine centrale (avec extension des locaux existants si besoin)
- la maintenance, la réparation et le renouvellement des locaux (second-œuvre), des matériels et des équipements de la cuisine centrale et de la cuisine du Foyer La Rotonde
- la maintenance, la réparation et le renouvellement des matériels et des équipements des sites de restauration (excepté pour la petite enfance)
- la fabrication des repas dans la cuisine centrale (voire dans sa propre cuisine centrale en cas de fermeture pendant les travaux) et dans la cuisine du Foyer La Rotonde
- la livraison sur les sites de distribution
- la gestion du Foyer La Rotonde avec son propre personnel
- l'encaissement et le risque financier total avec les usagers du scolaire, des accueils de loisirs et du restaurant municipal
- la formation de l'ensemble des personnels affectés aux services de restauration
- la mise en place des plans de maîtrise sanitaires sur l'ensemble des sites de restauration
- les animations et repas à thèmes pour l'ensemble des convives
- les actions pédagogiques pour les enfants du scolaire et de la petite enfance
- la relation avec les usagers :
 - ↳ il participe aux inscriptions au service de restauration pour le scolaire
 - ↳ il assure la facturation et l'encaissement du prix du repas auprès des usagers de la restauration scolaire, en fonction d'une tarification sociale fixée par la ville et en assume le risque total sur les impayés
 - ↳ pour les autres prestations, le délégataire refacture la ville ou le CCAS.

Considérant que la durée du contrat sera comprise entre 6 et 10 ans (durée variable en fonction des investissements pris en charge par le futur délégataire). Le terme du contrat sera fixé à 7 jours calendaires avant le début de l'année scolaire suivant le terme du contrat.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal :

D'approuver le principe de la gestion et de l'exploitation du service de restauration collective scolaire et de la Petite Enfance dans le cadre d'un contrat de concession,

D'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport sur le choix du mode de gestion, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Maire d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions de l'article L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

D'autoriser Monsieur le Maire, à engager la procédure de délégation de service public prévue par les articles L1120-1 et suivants, L3000-1 et suivants et R3111-1 et suivants du Code la commande publique.

La commissions vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 28 janvier 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** le principe de la concession pour la gestion et l'exploitation de la restauration scolaire et accueils de loisirs, du restaurant municipal, des personnes âgées et de la petite enfance.
- **APPROUVER** les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire, décrites dans le rapport ci-annexé.
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à lancer la procédure de concession en effectuant notamment les publicités nécessaires, à mener les négociations avec les différents candidats conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, à prendre les actes nécessaires dans le cadre de cette procédure et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 9 voix contre :
Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Madame LAZREUG (2 voix), Monsieur CASSARINI, Madame ISNARD (2 voix).

Délibération affichée le **10 FEV. 2021**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



ell ell